



3003 Berne, le 6 juin 2005

Instructions

concernant l'équipement des véhicules de feux bleus et d'avertisseurs à deux sons alternés (y compris notice d'utilisation)

Vu les art. 8, al. 1, et 27, al. 2, de la loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière (LCR), les art. 16, al. 1, et 97 de l'ordonnance du 13 novembre 1962 sur les règles de la circulation routière (OCR), ainsi que l'art. 220, al. 1, de l'ordonnance du 19 juin 1995 concernant les exigences techniques requises pour les véhicules routiers (OETV), nous édictons les

instructions

suivantes:

1 Conditions auxquelles peut être délivrée l'autorisation d'équiper des véhicules de feux bleus et d'avertisseurs à deux sons alternés

Peuvent être équipés de feux bleus et d'un avertisseur à deux sons alternés les véhicules mentionnés à l'art. 27, al. 2, LCR, ainsi que les véhicules qui leur sont assimilés (énumération exhaustive), à savoir:

1.1 Les véhicules du service du feu

- 1.1.1 Les véhicules d'intervention du service du feu;
- 1.1.2 les véhicules privés des officiers professionnels du service du feu lorsque ceux-ci sont de permanence;
- 1.1.3 les véhicules officiels ou privés de défense contre les hydrocarbures ou autres substances dangereuses spécialement équipés afin de pouvoir être réquisitionnés par des organisations officielles pour les interventions urgentes;
- 1.1.4 les véhicules de la protection de la population et protection civile qui, à l'instar des véhicules du service du feu, sont équipés pour les premiers secours et qui, en temps de paix, sont attribués à une organisation officielle de secours en cas de catastrophe et sont mobilisables par celle-ci.

1.2 Les véhicules du service de santé

Les véhicules du service de santé qui sont (à l'exception des véhicules visés aux ch. 1.2.6 et 1.2.7) munis en permanence d'un équipement sanitaire. L'équipement doit être approuvé par l'autorité sanitaire cantonale et respecter les directives de l'Interassociation de sauvetage (IAS) concernant la construction et l'équipement des véhicules de sauvetage.

Ces véhicules (ou leurs conducteurs dans les cas visés aux ch. 1.2.6 et 1.2.7) seront en outre attachés à une organisation de premiers secours ou à un service de santé officiels pouvant être mobilisés par une centrale d'intervention cantonale ou intercantonale.

Les feux bleus et l'avertisseur à deux sons alternés doivent être montés de manière fixe et à demeure (sauf en ce qui concerne les véhicules visés aux ch. 1.2.6 et 1.2.7).

Sont concernés (définitions au sens des directives de l'IAS):

- 1.2.1 les véhicules de sauvetage;
- 1.2.2 les ambulances d'intervention;
- 1.2.3 les ambulances de transport;
- 1.2.4 les véhicules en cas de catastrophe;
- 1.2.5 les véhicules d'intervention des médecins urgentistes (ch. 6.1 des directives de l'IAS);
- 1.2.6 les véhicules d'intervention des médecins de service et des médecins urgentistes; il s'agit en l'occurrence de véhicules privés munis d'un équipement approprié (ch. 6.2 des directives de l'IAS). L'autorité sanitaire cantonale délivre un document attestant que les conditions requises (y c. la formation de conducteurs) par les directives de l'IAS sont remplies¹;
- 1.2.7 les véhicules des chefs d'intervention sanitaire et des médecins-chefs urgentistes (véhicules privés ou véhicules appartenant à l'organisation de sauvetage; ch.

¹ Concernant les autres véhicules des médecins en service d'urgence, l'art. 78, al. 4, OETV s'applique au signe distinctif d'urgence. Le dispositif doit être posé sur le toit du véhicule (de manière fixe ou amovible) et peut émettre un feu jaune clignotant ayant la même fréquence de battement que les feux clignotants avertisseurs. Il est possible d'utiliser les modèles suivants:

- a. un boîtier en matière plastique transparente de couleur jaune ayant la forme d'un prisme triangulaire (base d'environ 26 cm sur 18 cm, hauteur d'environ 13 cm) portant, sur quatre côtés, une croix noire sur fond blanc et sur les faces avant et arrière l'inscription «Médecin/Urgence», de couleur noire;
- b. un signe distinctif de 20 cm de hauteur au maximum, lisible de l'avant et de l'arrière et portant l'inscription «Médecin/Intervention urgente», noire sur fond jaune.

L'autorisation d'utiliser le signe distinctif d'urgence sera inscrite dans le permis de conduire des médecins urgentistes désignés par la société cantonale des médecins. Aucun privilège n'est lié au signe distinctif d'urgence.

6.3 des directives de l'IAS). L'autorité sanitaire cantonale délivre un document attestant que les conditions requises au ch. 1.2, al. 2, sont remplies;

- 1.2.8 les véhicules de la protection de la population et protection civile qui, à l'instar des véhicules du service de santé, sont équipés pour les premiers secours et qui, en temps de paix, sont attribués à une organisation officielle de secours en cas de catastrophe et sont mobilisables par celle-ci.

1.3 Les véhicules de la police

- 1.3.1 Les véhicules d'intervention de la police;
- 1.3.2 les véhicules privés des officiers de police;
- 1.3.3 les véhicules privés des fonctionnaires de police, lorsque ces derniers sont de permanence;
- 1.3.4 les véhicules des douanes qui sont utilisés pour des tâches de police; la Direction générale des douanes désigne les véhicules concernés.

2 **Inscription dans le permis de circulation**

Même s'il s'agit d'un véhicule mentionné sous ch. 1, les feux bleus et l'avertisseur à deux sons alternés ne seront autorisés que dans les cas vraiment fondés. Si les conditions sont remplies, le permis de circulation portera l'inscription suivante:

« (x) feu(x) bleu(s) et avertisseur à deux sons alternés autorisés ».

Pour les véhicules mentionnés sous ch. 1.1.2, 1.2.6, 1.2.7, 1.3.2 et 1.3.3 utilisés également à titre privé, seuls seront autorisés des feux bleus démontables. En l'espèce, le permis de circulation portera l'inscription supplémentaire suivante:

« A démonter pour les courses privées ».

3 **Exigences techniques**

Les exigences techniques auxquelles doivent répondre les feux bleus et l'avertisseur à deux sons alternés sont énoncées dans l'OETV, ainsi que dans les directives de la CE ou dans les règlements ECE correspondants. L'autorité d'immatriculation doit surtout prendre en considération les points suivants:

Les véhicules doivent être équipés du feu bleu et de l'avertisseur à deux sons alternés. L'autorisation ne peut pas être délivrée si le véhicule est pourvu d'un seul de ces dispositifs.

L'avertisseur à deux sons alternés doit être connecté de telle manière qu'il ne retentisse que lorsque le feu bleu est enclenché.

Le feu bleu sera monté de façon qu'à hauteur des yeux, entre 1 et 2 m, il soit visible:

- de devant et latéralement à une distance de 10 à 100 m,
- de derrière à une distance de 50 m au moins.

Au besoin, on placera plusieurs feux bleus mais au maximum quatre. On ne peut pas autoriser plus de feux bleus qu'il n'en faut pour remplir ces exigences. La connexion doit être faite de telle manière qu'en cas de panne d'un feu bleu, l'avertisseur à deux sons alternés soit lui aussi mis hors service.

Au maximum deux projecteurs bleus supplémentaires dirigés vers l'avant sont autorisés sur les voitures automobiles (art. 110, al. 3, let. a, OETV).

Un témoin lumineux doit indiquer au conducteur que le feu bleu est enclenché (art. 78, al. 3, OETV).

Les voitures automobiles équipées de feux bleus et d'un avertisseur à deux sons alternés doivent être munies d'un enregistreur de données ou, le cas échéant, d'un tachygraphe ou d'un enregistreur de fin de parcours (art. 102a OETV). Cette disposition s'applique aux véhicules mis en circulation pour la première fois à partir du 1^{er} avril 2003. Les véhicules mis en circulation entre le 1^{er} janvier 1993 et le 31 mars 2003 devront être équipés après coup d'ici au 1^{er} janvier 2006.

4 Entrée en vigueur

Les présentes instructions entrent en vigueur immédiatement.

Elles remplacent les instructions du 20 août 1998 concernant la délivrance d'autorisations pour équiper les véhicules de feux bleus et d'avertisseurs à deux sons alternés ainsi que l'utilisation de ceux-ci ainsi que les ch. 2 et 3 des instructions du 15 septembre 1988 relatives à l'ordonnance sur la construction et l'équipement des véhicules routiers (OCE).

DETEC Département fédéral de l'Environnement,
des Transports, de l'Energie et de la Communication

Moritz Leuenberger



3003 Berne, le 6 juin 2005

Notice d'utilisation

des feux bleus et des avertisseurs à deux sons alternés

La présente notice informe les détenteurs et les conducteurs de véhicules munis d'un feu bleu et d'un avertisseur à deux sons alternés sur les droits et obligations qui résultent de ces équipements. Elle sera donc remise par les services cantonaux des automobiles, les offices cantonaux de la circulation routière respectivement les détenteurs de tels véhicules à toutes les personnes appelées à les conduire.

1. Généralités

Les véhicules qui utilisent leur droit de priorité spécial en actionnant leur feu bleu et leur avertisseur à deux sons alternés représentent de fait un risque accru pour les autres usagers de la route et sont eux-mêmes exposés à des dangers accrus.

Les véhicules équipés d'un feu bleu et d'un avertisseur à deux sons alternés ont la priorité (art. 27, al. 2, LCR, et art. 16, al. 1, OCR) lorsque les avertisseurs spéciaux sont actionnés. Leurs conducteurs peuvent déroger aux règles de la circulation avec la prudence imposée par les circonstances (art. 100, al. 4, LCR).

Le feu bleu et l'avertisseur à deux sons alternés ne seront actionnés que si la course est urgente et que les règles de la circulation ne peuvent pas être respectées (art. 16, al. 3, OCR). La course doit avoir été ordonnée par la centrale d'intervention, sauf lorsqu'il s'agit de véhicules d'intervention de la police (ch. 1.3.1).

Sont réputées urgentes les courses qui, dans les cas graves, ont lieu pour permettre au service du feu, au service de santé ou à la police d'intervenir aussi rapidement que possible, afin de sauver des vies humaines, d'écarter un danger pour la sécurité ou l'ordre public, de préserver des choses de valeur importante ou de poursuivre des fugitifs. Cependant, la notion d'urgence doit être comprise dans le sens étroit. Ce qui est déterminant, c'est la mise en danger de biens juridiquement protégés, dont les dommages peuvent être considérablement aggravés par une petite perte de temps. Pour apprécier le degré d'urgence, les conducteurs de véhicules et les chefs des services d'intervention doivent ou peuvent se fonder sur la situation telle qu'elle se présente à eux au moment de l'intervention. Les conditions du trafic doivent être telles qu'on risque d'être considérablement retardé dans l'intervention si l'on ne déroge pas aux règles de circulation ou si l'on ne fait pas usage du droit spécial de priorité.

On s'abstiendra de tout emploi abusif des dispositifs avertisseurs spéciaux afin de ne pas atténuer l'effet qu'ils doivent produire dans un cas grave. L'emploi abusif du feu bleu et de l'avertisseur à deux sons alternés équivaldrait à une violation des art. 16, al. 3, et 29, al. 1, OCR; les dispositions pénales de l'art. 90 LCR sont applicables.

En principe, le feu bleu et l'avertisseur à deux sons alternés doivent être actionnés simultanément. Les véhicules ne bénéficient du droit de priorité spécial que si le feu bleu et l'avertisseur à deux sons alternés sont actionnés simultanément.

2. Mise en action du feu bleu seulement

Lorsqu'il intervient d'urgence la nuit, le conducteur peut, pour éviter de faire du bruit, actionner le feu bleu sans l'avertisseur à deux sons alternés aussi longtemps qu'il lui est possible d'avancer rapidement sans déroger de manière notable aux règles de la circulation et, surtout, sans revendiquer une priorité spéciale.

Cependant, tant que seul le feu bleu est enclenché, il n'existe aucun droit spécial de priorité. Si le conducteur veut revendiquer ce droit, il a l'obligation, la nuit aussi, d'actionner simultanément le feu bleu et l'avertisseur à deux sons alternés.

En cas de risques particuliers, les feux bleus peuvent rester enclenchés sur le véhicule à l'arrêt jusqu'à ce que d'autres mesures de sécurité aient été prises pour sécuriser le lieu de l'intervention.

3. Manière de circuler lors des interventions urgentes

Le conducteur d'un véhicule prioritaire doit actionner à temps le feu bleu et l'avertisseur à deux sons alternés. Les autres usagers de la route doivent être avertis assez tôt, de manière qu'ils aient assez de temps pour laisser la place au véhicule prioritaire.

Le fait d'avertir à temps les autres usagers de la route ne dispense pas le conducteur d'un véhicule prioritaire d'adapter sa conduite aux conditions de circulation du moment. Selon l'art. 100, al. 4, LCR, ce n'est qu'en observant la prudence que lui imposent les circonstances particulières qu'il peut escompter ne pas être puni pour avoir enfreint les règles de la circulation.

Le feu bleu et l'avertisseur à deux sons alternés incitent les autres usagers de la route à dégager la chaussée ou à laisser la voie libre pour le véhicule prioritaire. Le conducteur ne peut revendiquer le droit spécial de priorité et déroger aux règles de la circulation que dans la mesure où les autres usagers de la route perçoivent peuvent percevoir les signaux avertisseurs spéciaux et s'y conforment. Il doit tenir compte du fait que quelques usagers de la route ne les percevront peut-être pas ou pas suffisamment tôt, ou qu'ils pourront réagir de façon inappropriée.

4. Comment circuler dans les intersections

La prudence particulière exigée explicitement par la LCR requiert du conducteur circulant dans une intersection qu'il ait des égards spéciaux envers les usagers de la route qui bénéficieraient de la priorité en fonction des règles générales de la circulation, des signaux de priorité ou des signaux lumineux et qui se fient à leur droit s'ils n'ont pas perçu les signaux avertisseurs spéciaux (art. 26, al. 2, LCR). Circuler dans une intersection bien que le signal lumineux ordonne l'arrêt et laisse la voie libre à d'autres usagers de la route exige une toute particulière prudence.

Le conducteur qui s'engage dans une intersection alors que d'autres usagers de la route bénéficient normalement de la priorité doit rouler assez lentement pour pouvoir s'arrêter à temps si d'autres conducteurs n'aperçoivent pas les signaux avertisseurs spéciaux ou ne s'y conforment pas. En règle générale, le conducteur doit cependant renoncer à faire un arrêt de sécurité pour ne pas susciter un doute quant à son intention d'user du droit de priorité. Il ne peut se mettre à accélérer que lorsqu'il a la certitude de pouvoir passer l'intersection sans danger.

5. Violation des prescriptions sur la vitesse

Selon l'art. 100, al. 4, LCR, le conducteur d'un véhicule prioritaire peut, avec la prudence imposée par les circonstances, déroger également aux prescriptions sur la vitesse, qu'il s'agisse de limitations générales, de limitations indiquées par des signaux ou de limitations applicables seulement à certaines catégories de véhicules. En revanche, avec les véhicules dont la vitesse a été limitée par l'autorité d'immatriculation pour des raisons techniques, il n'est pas permis, à cause de la sécurité routière, de dépasser la vitesse maximale inscrite dans le permis de circulation, même pour intervenir d'urgence.

6. Comportement en cas d'accident

Un véhicule équipé d'un feu bleu et d'un avertisseur à deux sons alternés, qui est impliqué dans un accident alors qu'il effectue une course urgente, peut poursuivre sa route si des mesures ont été prises pour secourir les blessés et constater les faits (art. 56, al. 3, OCR). Dans chaque cas, le conducteur doit décider, suivant les circonstances (gravité de l'accident, véhicule de remplacement à disposition) et dans les limites de son pouvoir d'appréciation, s'il peut ou non continuer sa course. En règle générale, il suffit, pour répondre aux exigences de l'art. 56, al. 3, OCR, de s'assurer que les blessés vont recevoir les soins nécessaires, que la sécurité du trafic est garantie, que la position du véhicule accidenté a été marquée sur la chaussée et que l'événement a été saisi par l'enregistreur de données.

7. Autres droits spéciaux

Selon l'art. 91, al. 4, OCR, l'interdiction de circuler le dimanche et de nuit ne s'applique pas aux courses du service du feu, du service de santé et de la police.

Cela vaut aussi pour les courses d'interventions urgentes effectuées avec des véhicules appartenant à des tiers. En outre, les conducteurs des véhicules prioritaires ne sont soumis ni à l'ordonnance sur les chauffeurs (art. 4, al. 1, let. b et e, OTR 1) ni à l'ordonnance sur la durée du travail et du repos des conducteurs professionnels de véhicules légers affectés au transport de personnes et de voitures de tourisme lourdes (art. 4, al. 1, let. a, OTR 2).